

UN AVENIR MEILLEUR pour le dernier territoire mondial encore inexploité

Bien qu'aux yeux des pays développés, l'Afrique semble tout entière en proie à l'instabilité économique, aux conflits et à la corruption, l'Afrique subsaharienne se classe depuis plusieurs années au premier rang des régions du monde sur le plan de la croissance économique. En fait, elle est l'endroit le plus rentable pour l'investissement étranger. En outre, un certain nombre de gouvernements du sous-continent prennent actuellement des mesures pour améliorer le climat d'affaires dans leur pays, en modifiant leurs lois, en réduisant la corruption, en allégeant les restrictions au commerce et à l'investissement, et en limitant le contrôle des devises.



La fonderie Mozal, coentreprise SNC-Lavalin et Murray & Roberts près de Maputo, au Mozambique.

Le Canada et les autres membres du G8 se sont engagés à répondre à l'appel de l'Afrique, qui réclame davantage d'échanges commerciaux et d'investissement, et à collaborer avec les pays africains pour mettre sur pied un cadre susceptible de faire augmenter l'investissement (tant africain qu'étranger) sur le continent. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), conçu par des dirigeants africains, vise à stimuler le développement économique et à réduire la pauvreté au moyen d'un nouveau partenariat dans les domaines de l'investissement, du commerce et de l'aide au développement. Au Sommet de Kananaskis, les dirigeants du G8 espèrent encourager les gouvernements à mettre en place les politiques et les institutions nécessaires pour

promouvoir une croissance économique soutenue et réduire la marginalisation du continent.

Le NPDA veut encourager la bonne gouvernance économique et politique, la responsabilité et l'évaluation par les pairs dans le cadre d'une vaste stratégie visant à attirer le commerce et l'investissement et à intégrer l'Afrique dans le courant dominant de l'économie mondiale, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Tout cela devrait créer de nouvelles occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes.

Le Canada avantagé

Les entreprises canadiennes ont remporté des succès dignes de mention en Afrique. Certaines ont été initiées au continent par le biais du Programme de coopération industrielle (PCI) de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui appuie les compagnies canadiennes qui désirent investir dans les pays en développement et facilite les partenariats entre le secteur privé canadien et une foule de clients dans les pays hôtes.

Le Canada jouit en Afrique d'un avantage particulier, dont il a intérêt à tirer parti pour renforcer ses liens économiques avec ce continent. Il ne porte pas le fardeau d'un passé colonial et entretient des relations solides avec de nombreux pays africains grâce à la Francophonie et au Commonwealth,

étant membre des deux organisations. Le français et l'anglais sont les deux principales langues des affaires en Afrique subsaharienne, tandis que le français est la langue de travail officielle dans plusieurs pays nord-africains. Dans bien des cas, ces liens linguistiques se doublent d'une certaine familiarité culturelle, car beaucoup d'Africains ont étudié au Canada ou ont eu des professeurs canadiens et, par conséquent, connaissent bien la culture et les pratiques commerciales canadiennes.

En 2001, les exportations canadiennes en Afrique subsaharienne ont été de 14 p. 100. plus élevées qu'en 2000. Le Canada a exporté cette année-là pour 690 millions de dollars de marchandises en Afrique subsaharienne et en a importé pour une valeur de 1,02 milliard de dollars, tandis qu'il y vendait pour environ 1 milliard de dollars de services et en achetait pour quelque 300 millions de dollars. L'an dernier, 207 exportateurs canadiens dans 31 pays africains ont reçu l'aide d'Exportation et Développement Canada; ils ont réalisé le quart de leurs affaires en Afrique du Nord et les trois quarts en Afrique subsaharienne.

Le PCI de l'ACDI a fourni en 2001 près de 10 millions de dollars pour aider des entreprises canadiennes à faire des affaires en Afrique subsaharienne, soit près du quart des décaissements du programme.